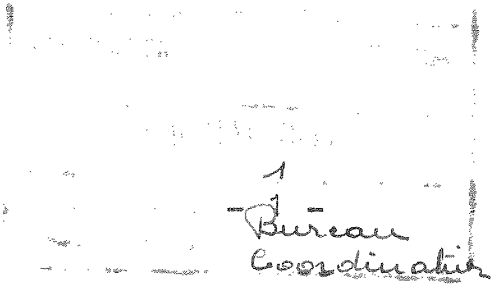
VVV. L.3611/1.



ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 mai 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code de procédure civile en matière d'arbitrage", a donné le 17 février 1954 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e Mei 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering in zake arbitrage", heeft de 17e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

Les litiges entre particuliers sont tranchés d'une manière générale, dans la plupart des pays, par des magistrats nommés à cette fin par l'Etat.

La justice est donc publique.

Pour permettre à l'Etat de s'acquitter des fonctions juridictionnelles qu'il a assumées, la loi a organisé des tribunaux chargés de trancher les litiges de diverse nature qui peuvent naître entre particuliers.

Cependant, dans la plupart des législations, l'Etat ne s'est pas réservé, en matière civile et commerciale, le monopole de la solution des litiges. Il admet que les parties en procès s'abstiennent de recourir à sa juridiction et soumettent leurs contestations à des particuliers qu'ils ont choisis en qualité d'arbitres.

Il existe donc, à côté de la justice publique rendue par l'Etat, une justice privée qui est celle de l'arbitrage.

Ce qui differencie l'arbitrage de la justice d'Etat, c'est le rôle que s'attribuent les parties de désigner la personne qui tranchera leur différend, au lieu de confier celui-ci à la juridiction préétablie, tenant son autorité de la puissance publique.

+

+ +

L'arbitrage est une institution dont l'origine est antérieure à la naissance de la justice publique. En effet l'arbitrage a été la forme primitive de la justice et les premiers juges furent des arbitres.

A Rome, l'arbitrage avait ses règles spéciales qui prouvent que cette institution jouissait d'un réel crédit.

L'arbitrage, qui est passé du droit romain dans l'ancien droit français, où il a fait l'objet d'une réglementation, notamment sous Louis XII (Ordonnance de 1510), François Ier (Ordonnance de 1535), François II (Ordonnance de 1560) et sous Louis XIV (Ordonnance sur la marine de 1681), connaît, avec la Révolution française, un essor particulièrement grand. Il est accueilli avec grande faveur par l'Assemblée constituante qui proclame, en tête de ses lois d'organisation judiciaire, que"l'arbitrage est le moyen le plus raisonnable de terminer les procès entre les citoyens" (loi du 24 août 1790, titre 1er, article 1er). La Convention développe encore la procédure arbitrale. Elle organise, à côté de l'arbitrage volontaire, l'arbitrage forcé en certaines matières et crée des arbitres publics, choisis par les assemblées du peuple statuant en dernier ressort et sans frais (Constitution de 1793, articles 85 et suivants).

Toutefois, ces réformes n'ont qu'une durée éphémère. Lors de la rédaction du Code de procédure civile, le maintien de la procédure d'arbitrage est discuté et l'arbitrage volontaire est finalement maintenu.

.../...

Mais, vraisemblablement par réaction contre le régime adopté pendant la période intermédiaire et peut-être aussi en raison des abus auxquels son application a donné lieu, les auteurs du Code de procédure civile de 1806 n'envisagent l'arbitrage qu'avec réserve.

C'est la raison pour laquelle cette institution fait l'objet, dans le Code, d'un ensemble de dispositions d'un caractère restrictif qui en font une juridiction exceptionnelle par rapport aux juridictions de l'Etat, considérées comme tribunaux de droit commun.

Néanmoins, l'arbitrage a conservé des partisans et sa pratique a même pris depuis une quarantaine d'années, surtout en matière commerciale, un développement considérable, justifié par le désir des plaideurs d'éviter les lenteurs et les frais de la justice ordinaire.

De nombreux organismes d'arbitrage professionnels et interprofessionnels, nationaux et même internationaux, se sont créés, si bien qu'actuellement, dans certaines branches du commerce, l'arbitrage est devenu la règle.

Ce renouveau de la procédure arbitrale s'est traduit dans la législation interne de plusieurs pays, notamment en Pologne (Code de procédure civile publié le 3 décembre 1930, modifié le 27 octobre 1932 et entré en vigueur le 1er janvier 1933) et en Allemagne (livre X du Code de procédure civile publié le 8 novembre 1933).

.../...

Un mouvement semblable s'est produit en droit international. C'est ainsi que, le 24 septembre 1923, les Etats, membres de la Société des Nations, ont signé le Protocole de Genève. Celui-ci consacre la validité du compromis et de la clause compromissoire, lorsque la convention d'arbitrage est conclue entre des parties soumises à la juridiction d'Etats contractants différents, quel que soit le lieu de l'arbitrage.

La Belgique a adhéré à ce Protocole le 23 septembre 1924. Elle a toutefois usé de la faculté que les signataires s'étaient réservée d'en restreindre la portée aux contrats considérés comme commerciaux d'après leur droit national. Le Protocole a été complété par la Convention de Genève du 26 septembre 1927 pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Cette dernière convention a été approuvée par la Belgique le 15 avril 1929.

En outre, à l'initiative de la Société des Nations, l'Institut international de Rome pour l'unification du droit privé a établi avant la dernière guerre mondiale un projet de loi uniforme sur l'arbitrage en droit privé, dont le rapport et le texte n'ont cependant pas été publiés jusqu'ici.

\+

\+ \+

Le projet soumis au Conseil d'Etat, qui tend à modifier les articles 1003 à 1028 du livre III , titre unique, du Code de procédure civile relatif aux arbitrages, répond donc aux préoccupations et aux nécessités actuelles.

En effet, le développement et la transformation de l'arbitrage rendent très souhaitable la refonte de notre législation qui est vieillie et, à juste titre, critiquée comme le rappelle l'exposé des motifs du projet de loi.

Une première réforme, aujourd'hui dépassée, avait déjà été tentée antérieurement. Elle a fait l'objet d'un projet de loi qui présente cette particularité d'avoir été adopté définitivement par la Chambre des Représentants , le 24 mars 1876, après amendement du Sénat, sans avoir jamais été sanctionné par le Roi.

C'est ce texte qui est qualifié à tort "loi de 1876" dans l'exposé des motifs du projet actuel, notamment sous les §§ 5, 11, 23 et 24, et qu'il conviendrait d'indiquer comme "projet de loi de 1876" pour éviter toute confusion avec la loi du 25 mars 1876, contenant le titre 1er du livre préliminaire du Code de procédure civile.

Le texte soumis au Conseil d'Etat a été élaboré par la commission de réforme de la procédure civile instituée par arrêté royal du 27 mars 1952, modifié par celui du 14 septembre 1952, et s'inspire, d'après ses auteurs, du projet de réforme de la législation en matière d'arbitrage établi par le Centre d'études pour la réforme de l'Etat, ainsi que des modifications apportées au Code de procédure civile par le projet de loi du 24 mars 1876. Le projet reproduit, au demeurant, en de nombreux points, l'exposé des motifs ainsi que le texte élaborés par le Centre d'études pour la réforme de l'Etat.

.../...

Dans la plupart des cas, le Conseil d'Etat a été amené à écarter les modifications que la commission a apportées à ce texte et à maintenir, pour les motifs qui seront exposés lors du commentaire des articles, le projet du Centre d'études pour la réforme de l'Etat. Le droit d'appel contre les sentences arbitrales serait cependant maintenu selon le projet du Gouvernement. Quelques modifications concernant notamment l'attribution de compétence prévue par l'article 1006 bis du projet sont en outre proposées.

+

\+ +

Examen des articles.

Article 1005.

Cet article dispose que l'existence de la convention d'arbitrage "ne pourra être prouvée ni par témoins, ni par aveu, ni par serment", mais seulement par écrit.

Ce texte prête à critique, car l'aveu peut se manifester souvent par un écrit. En pareille hypothèse, la preuve par aveu et la preuve par écrit se confondent. Il est donc préférable d'énoncer que "toute convention d'arbitrage ainsi que tous actes ayant pour objet de la compléter ou de la modifier devront être constatés par écrit, à l'exclusion de tout autre mode de preuve".

.../...

Article 1006 bis.

Le projet dispose que les parties pourront indiquer dans la convention d'arbitrage le tribunal de première instance auquel elles attribuent compétence. S'il est apparu, à juste titre, excessif de transformer cette faculté en obligation assortie d'une sanction de nullité, il s'imposait de déterminer dans la loi le tribunal qui devrait connaître des difficultés soulevées par l'arbitrage dans les cas où les parties n'auraient point fait cette élection. Le projet résout le problème en prévoyant qu' "en cas de silence des parties cette compétence appartiendra au tribunal du lieu où la convention a été signée".

Ce texte prête à une double critique :

1° le "silence des parties" auquel il a pour objet de suppléer , se réfère, si l'on se reporte au premier alinéa de l'article 1006 bis du projet, à la teneur de la convention d'arbitrage. Or, il n'y a point de raison d'interdire aux parties de déterminer postérieurement à la signature de cette convention, le tribunal auquel elles entendent attribuer compétence ratione loci. La loi ne doit suppléer au silence des parties que si celles-ci n'ont plus la possibilité de manifester leur volonté;

2° la détermination du lieu où la convention a été signée peut être elle-même un sujet de controverse. Si le lieu du contrat est celui où se produit le fait décisif qui achève sa formation (Planiol et Ripert, t. VI, n°163 et les références citées), la recherche de ce fait ne va

.../...

point toujours sans difficultés. La jurisprudence belge admet sans doute que le contrat est formé lorsque le pollicitant prend connaissance de l'acceptation de son offre (Cass. 15 mars 1888, Pas.I, 115 - Répert.prat.Dr. b.,V° Contrat et convention en général, n° 200). Mais cette théorie dite "de l'information" n'évite point que des discussions ne puissent naître relativement au lieu où l'offrant a effectivement pris connaissance de l'acceptation (Répert.prat.Dr. b. , loc.cit. n°210 - Cass. 18 mars 1901, Pas. I, 173). Ces difficultés seront particulièrement à considérer au point de vue du droit international privé (Répert.prat. Dr. b., loc. cit. n^{os} 823 et s.). Enfin, le lieu où la convention a été formée peut être situé à l'étranger.

Il paraît plus simple, dès lors, de reconnaître la compétence du tribunal de première instance de Bruxelles dans l'hypothèse exceptionnelle où les parties, même postérieurement à la signature de la convention d'arbitrage et en dépit de la règle qui serait formellement énoncée à l'article 1006bis, auraient omis d'attribuer compétence à un tribunal déterminé. Les difficultés dérivant de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire seront en même temps évitées, l'article 4 de la dite loi devant, en conséquence, recevoir application.

Cette modification étant faite, faut-il soumettre à un régime spécial les sentences arbitrales rendues à l'étranger ?

.../...

Le projet attribuait, en ce cas, compétence "au tribunal de l'arrondissement dans lequel l'exécution de la sentence est poursuivie".

Or, le prononcé d'une décision arbitrale à l'étranger n'exclut aucunement l'éventualité d'une élection de compétence juridictionnelle par les parties en cas d'exécution de la sentence en Belgique. Il n'est pas rare, en revanche, que cette exécution se poursuive dans le ressort de plusieurs arrondissements. Prévoir, comme le fait le projet, que lorsque plusieurs tribunaux seraient compétents "il sera attribué définitivement compétence au tribunal premier saisi" ne résout pas nécessairement la difficulté. En effet, à l'intervention des parties ou des arbitres, différents tribunaux pourraient être saisis le même jour; au demeurant l'opportunité de faire exécuter la sentence dans un arrondissement pourrait arbitrairement, et nonobstant la volonté des parties, rendre compétent un tribunal situé dans une région linguistique où la langue de la procédure ne serait point celle employée pour la rédaction de la sentence.

Le Conseil d'Etat est donc d'avis que les alinéas 3 et 4 de l'article 1006 bis du projet ne doivent pas être maintenus.

Article 1007.

a. Le projet prévoit que le délai d'arbitrage peut être prolongé de l'accord des parties, mais il

ne prescrit pas les conditions de forme requises pour cette prolongation. Il semble logique d'imposer, pour la prorogation du compromis, les mêmes formes que pour le compromis lui-même.

b. Les articles 1013 et 1016 bis du projet prévoient la suspension du délai d'arbitrage en cas de décès de l'une des parties, d'incident ou de mesure d'instruction. Afin d'éviter qu'à l'expiration de la période de suspension les arbitres ne disposent plus d'un temps suffisant pour achever l'examen du litige, il y a lieu de compléter l'article 1007 et de prévoir une prolongation de la durée du compromis assurant de toute manière aux arbitres un délai de trois mois pour statuer.

Article 1008 bis.

Il est sans doute souhaitable de laisser aux parties la plus grande liberté possible dans le choix des arbitres, mais il serait inadmissible que ce choix pût porter sur des personnes indignes alors que la mission des arbitres s'apparente à l'exercice de la justice.

Cette observation a d'autant plus de poids que l'arbitrage est appelé à un développement croissant.

A cet égard, le projet du Centre d'études pour la réforme de l'Etat contenait la disposition

.../...

suivante : "Ne peuvent être arbitres, les faillis non réhabilités, les personnes condamnées à une peine privative de liberté, même conditionnelle, dans les conditions et pour les infractions énumérées aux articles 1er et 3 de l'arrêté royal n°22 du 24 octobre 1934".

Le Conseil d'Etat est d'avis que ce texte pourrait être heureusement modifié en s'inspirant des articles 6 et 7 du Code électoral.

Si le Gouvernement se rallie à ces considérations, l'article 1008 bis du projet pourrait être complété par un alinéa 2 nouveau.

Article 1010.

Le projet n'énonce pas expressément que les arbitres, même lorsqu'ils ne suivent pas la procédure en usage devant les tribunaux, sont néanmoins tenus au respect des droits de la défense. Il ne s'agit cependant pas là d'une lacune, car le respect des droits de la défense est un principe essentiel qui gouverne toute procédure, sans qu'il doive être exprimé.

Article 1011.

Le Code de procédure civile dispose que les actes d'instruction doivent être accomplis par

.../...

tous les arbitres, sauf si le compromis les autorise à commettre l'un d'eux.

Le projet prévoit au contraire que le droit de déléguer un des arbitres pour procéder aux actes d'instruction deviendra la règle.

Cette disposition nouvelle présente un certain danger car une partie, sans avoir eu son attention attirée sur ce point lors du compromis, peut cependant ne pas souhaiter que des actes d'instruction soient accomplis par un seul arbitre alors que celui-ci aurait par exemple été choisi par l'autre partie.

Le cas peut également se présenter où une partie souhaiterait voir l'arbitre qu'elle a elle-même désigné, participer à un acte d'instruction alors qu'il pourrait être écarté à la pluralité des voix du tribunal arbitral.

Le Conseil d'Etat estime qu'il est préférable de maintenir le système ancien ou, tout au moins, de subordonner au consentement de toutes les parties la délégation d'un des arbitres pour l'exécution de mesures d'instruction.

Article 1012.

Le projet ajoute aux causes d'extinction du compromis prévues par le Code de procédure civile, le défaut par l'une ou l'autre des parties d'avoir saisi les arbitres dans les deux mois du jour du compromis.

.../...

L'exposé des motifs justifie cette disposition par la nécessité de donner aux arbitres un temps suffisant pour exécuter leur mission.

Cette innovation est inutile car l'arbitre peut toujours refuser son concours si le délai n'est pas suffisant et si les parties ne consentent pas à le prolonger; en outre, elle risque de mettre le compromis à néant, alors que ni l'une ni l'autre des parties ne le souhaite.

Article 1014.

a. Cet article prévoit que les arbitres ne pourront être récusés que pour les causes énumérées aux articles 44 et 378 du Code de procédure civile. Ces deux dispositions, qui sont relatives la première à la récusation des juges de paix et la seconde à celle des juges de première instance, ne concordent pas en ce qui concerne les motifs de récusation. Il s'ensuit qu'un renvoi aux deux articles prête à confusion. Il y aurait lieu de se référer soit à l'un, soit à l'autre; le projet du Centre d'études pour la réforme de l'Etat renvoyait au seul article 378.

b. Le Code de procédure civile dispose que les arbitres ne peuvent être récusés si ce n'est pour cause survenue depuis le compromis.

Cette précision présente un grand intérêt car il n'y a aucune raison de permettre aux parties de récuser des arbitres dont elles ont admis la

.../...

désignation, sauf si le motif de récusation est survenu après cette désignation. Le texte nouveau ne prévoit plus cette restriction.

D'après le texte du Centre d'études pour la réforme de l'Etat, les arbitres "ne peuvent être récusés que pour une cause survenue depuis leur désignation, à moins qu'ils aient été nommés d'office". Le Conseil d'Etat propose d'introduire cette disposition dans le projet.

Article 1015.

Cet article autorise la représentation des parties, soit par un avocat porteur des pièces, soit par un fondé de pouvoir.

Le projet adopte donc le système en vigueur notamment devant le tribunal de commerce ou la justice de paix, de préférence à celui qui est de règle devant le tribunal de première instance. Si le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de réserver aux membres du barreau le monopole de la plaidoirie devant les arbitres, il conviendrait cependant de préciser que le fondé de pouvoir qui n'est pas membre du barreau doit être agréé par les arbitres, afin d'éviter que les parties n'aient recours à des représentants n'offrant pas toutes garanties de probité ou de compétence.

.../...

Article 1016.

Le projet dispose que "sauf convention contraire, les enquêtes seront tenues suivant les formes prescrites par les articles 269 et suivants du présent code". L'exposé des motifs ne précise pas pour quelle raison le projet ne prévoit pas également l'application des articles 252 à 268, lesquels font aussi partie du titre "Des enquêtes".

Il semble préférable de se référer plutôt aux " formes prescrites en matière ordinaire", ce qui ménage l'éventualité de modifications apportées à la procédure des enquêtes en matière civile.

\+

\+ \+

L'enregistrement des dépositions ou déclarations recueillies par les arbitres ne bénéficie pas du privilège d'authenticité qui s'attache aux procès-verbaux d'enquête dressés en justice; la signature du témoin ou de la partie ayant prêté serment ne peut être remplacée par la constatation que l'intéressé ne peut ou ne veut signer, à défaut d'autorité qualifiée pour donner un caractère authentique à cette constatation. Il est donc nécessaire, en pareille éventualité, de prévoir le recours à la juridiction ordinaire.

\+

\+ \+

Il ne paraît pas logique, dès lors que le projet admet que les arbitres délaissent les parties

.../...

à se pourvoir devant le tribunal compétent si le témoin refuse de comparaître ou de prêter serment, d'admettre en revanche que le refus d'une partie de prêter devant les arbitres le serment qui lui a été déféré produise, sans contrôle, les mêmes effets que devant les tribunaux ordinaires. Les précautions prises dans la première hypothèse se justifient pareillement dans la seconde, les conséquences d'une irrégularité dans la procédure de délation de serment étant même plus graves que celles qui pourraient se produire lors de l'audition d'un témoin.

Article 1016 bis.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le troisième alinéa de cet article, qui prévoit la prolongation de la durée de l'arbitrage en cas d'incident porté devant le tribunal ou de mesure d'instruction. Ce texte deviendrait sans objet si le Gouvernement se ralliait à la modification proposée à l'article 1007.

Article 1019.

Cet article a pour objet de définir la portée de la sentence arbitrale.

L'important problème des effets de la sentence arbitrale avait déjà été souligné par le Centre d'études pour la réforme de l'Etat, qui y consacra les commentaires suivants :

.../...

"Le Code de procédure civile est muet en ce qui concerne les effets de la sentence arbitrale.

Il est unanimement admis qu'en raison du texte de l'article 1020, la sentence arbitrale n'a par elle-même aucune force exécutoire et qu'elle ne l'acquiert qu'après exequatur par le magistrat compétent.

Mais on discute pour savoir quelle est la force probante et l'autorité de la sentence arbitrale.

La doctrine et la jurisprudence sont assez confuses à cet égard. Cette confusion est due au fait que, dans la plupart des cas, les auteurs ou les tribunaux tranchent cette question en omettant de considérer que la solution de cette difficulté dépend de l'opinion que l'on adopte à l'égard de la controverse que soulève la nature juridique de l'arbitrage.

Il est bien évident que les effets de la sentence diffèrent suivant que l'on se prononce pour ou contre l'assimilation de la sentence arbitrale au jugement rendu par la juridiction ordinaire.

Dans le premier cas, la solution est asiée : la sentence arbitrale produit les mêmes effets que le jugement prononcé par la juridiction ordinaire.

La solution de ces questions est beaucoup plus délicate si l'on repousse cette assimilation, comme il l'a été proposé (supra, n° XVII).

Dans ce cas, il n'est pas exact de soutenir que la sentence arbitrale fait foi, comme le jugement, de toutes les énonciations qu'elle renferme et que la décision des arbitres fait preuve, jusqu'à inscription de faux, de tous les faits qu'elle

.../...

constate, ni de prétendre que la sentence arbitrale a l'autorité de chose jugée. En effet, l'autorité de chose jugée est une présomption particulière aux jugements; il est interdit de l'étendre, à défaut d'un texte formel, en dehors de son domaine naturel.

Quelle est, suivant cette opinion, la force probante et l'autorité qui s'attachent à la sentence arbitrale ?

La sentence arbitrale ne vaut que comme convention privée à l'égard des parties. Comme tous les actes sous seing privé, elle fait foi de ses énonciations seulement jusqu'à preuve contraire et son autorité est celle qui résulte pour les parties de l'application de l'article 1134 du Code civil.

Il importe, pour mettre fin aux controverses qui résultent du silence de la loi, de prendre attitude sur cette question.

Les législations les plus récentes, les lois allemande et polonaise, qui reconnaissent à l'arbitrage un caractère contractuel, décident expressément que la sentence arbitrale produit entre les parties les effets d'un jugement passé en force de chose jugée.

Cette solution présente l'avantage pratique considérable de supprimer toute controverse concernant les effets de la sentence arbitrale.

Mais elle confère à la sentence des arbitres une autorité et une force probante plus grandes que celles qui résultent normalement d'un acte accompli par de simples particuliers.

Cette solution est sans aucun doute critiquable dans la rigueur des principes.

.../...

Elle ne s'impose pas en pratique.

En effet, les principes exprimés par le Code civil, en ce qui concerne la force obligatoire et la force probante des conventions, peuvent être appliqués à la sentence arbitrale et pourraient être rappelés sous l'article 1019 bis nouveau du Code de procédure civile".

Le Centre d'études pour la réforme de l'Etat, en concordance avec ce commentaire, propose le texte suivant : "La sentence arbitrale tient lieu de loi à l'égard des parties entre lesquelles elle est rendue. Elle fait foi entre parties comme toute convention ".

Ce texte tranchait le problème d'une manière explicite. Il paraît utile de s'en inspirer pour la rédaction de l'article 1019.

Articles 1021 à 1023.

Le Conseil d'Etat propose de modifier l'ordre des dispositions contenues dans ces articles, afin de grouper les règles relatives à l'exécution des sentences d'avant faire droit, d'une part, et des sentences définitives, d'autre part.

L'article 1021 serait, dès lors, consacré au dépôt de la sentence; l'article 1022, aux modes d'exécution forcée; l'article 1023, aux recours contre l'ordonnance du président du tribunal; enfin, un article 1023 bis désignerait le tribunal compétent pour les contestations sur l'exécution des sentences.

+

+ +

.../...

A la différence du texte actuellement en vigueur, l'article 1021 du projet tient compte, à juste titre, de la distinction existant entre le dépôt de la sentence au greffe et la procédure d'exequatur.

Il est nécessaire que les arbitres puissent déposer au greffe leur sentence, afin d'en assurer la conservation et de dégager à cet égard leur responsabilité. Les arbitres doivent donc avoir la faculté d'effectuer ce dépôt sans y être invités par les parties. Mais ils sont tenus de le faire si l'une des parties le requiert.

Le dépôt est indépendant de la procédure d'exequatur; celle-ci ne peut être mise en mouvement qu'à la requête de la partie la plus diligente.

Le transfert à l'article 1022 de l'alinéa final de l'article 1021, qui règle les formalités d'exequatur, mettra mieux en valeur encore, le caractère distinct des deux opérations.

\+

\+ \+

Contrairement au système actuel qui prévoit que l'exécution forcée des décisions arbitrales, même préparatoires, ne peut avoir lieu qu'après exequatur, l'article 1023 du projet rend exécutoires de plein droit toutes les sentences préparatoires ou interlocutoires du jour où les arbitres les ont communiquées aux parties.

.../...

Sous cette réserve, le principe de l'exequatur préalable à l'exécution forcée demeure néanmoins la règle : or, ce principe qui figurait dans le projet du Centre d'études pour la réforme de l'Etat n'est plus énoncé par le projet.

Ce principe devrait être formulé dans la nouvelle rédaction de l'article 1022.

\+

\+ +

L'article 1021 du Code de procédure civile énonce que : "les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public; et sera la dite ordonnance expédiée ensuite de l'expédition de la décision".

La dispense de communication au ministère public et la règle relative à l'expédition de l'ordonnance d'exequatur ne figurent plus dans le projet, sans que cette omission soit motivée. Vu l'utilité de ces deux dispositions, qui avaient d'ailleurs été conservées par le Centre d'études pour la réforme de l'Etat, il y a lieu de les réintroduire dans le texte nouveau.

\+

\+ +

.../...

L'article 1022 du projet exclut toute voie de recours contre l'ordonnance d'exequatur, exception faite de l'appel fondé sur l'incompétence.

Cette disposition n'est pas exempte de danger, car l'ordonnance accordant l'exequatur est rendue sur requête sans débat contradictoire, et la partie succombante ne dispose, abstraction faite des voies de recours contre la sentence elle-même, d'aucun moyen de se prémunir contre l'exécution ordonnée en méconnaissance de ses droits.

Il serait donc souhaitable d'admettre l'opposition contre les ordonnances d'exequatur, comme le faisait d'ailleurs l'article 1022 bis du projet du Centre d'études pour la réforme de l'Etat.

Pour des raisons similaires, il y aurait lieu de prévoir un droit d'opposition contre les arrêts accordant l'exécution, sur appel d'une ordonnance qui avait refusé l'exequatur.

+

+ +

.../...

Sous le régime du Code de procédure civile, la partie qui conteste la validité d'une sentence arbitrale doit en demander la nullité par voie d'opposition à l'ordonnance d'exécution devant le tribunal de première instance, conformément à l'article 1028. Si cette partie poursuit subsidiairement la réformation de la sentence, elle devra porter l'appel devant les juridictions compétentes suivant l'article 1025. Etant donné les délais d'appel, l'appelant pourra être amené, si la sentence lui a été signifiée, à relever appel de la décision des arbitres avant qu'il ait été statué sur les mérites de la demande de nullité qu'il a formée contre cette décision.

Cette dualité de recours constitue un des inconvénients les plus graves de la législation actuelle.

Pour y remédier, le projet prévoit que la demande en nullité ne pourra être formée qu'à l'égard des sentences définitives, c'est-à-dire, semble-t-il, des sentences rendues en dernier ressort par les arbitres.

La réforme doit être approuvée en tant qu'elle a pour but d'empêcher que des recours contre une même décision puissent être portés devant des juridictions différentes. La solution proposée par le Gouvernement ne résout cependant pas toutes les difficultés; ainsi,elle ne tranche pas le cas où la sentence, rendue en premier ressort et susceptible d'appel, serait entachée de nullité.

.../....

Il y a lieu de prévoir expressément que pareille sentence pourra faire l'objet d'une demande en nullité. Mais, pour éviter que des recours ne soient formés devant des juridictions différentes, il convient de décider que la demande en nullite sera portée devant la juridiction competente pour connaître de l'appel, lorsque la décision des arbitres a été prononcée en premier ressort.

En ce cas, si l'appel doit être porté devant la juridiction ordinaire, celle-ci jugera en premier et dernier ressort la demande en nullité. Il est en effet logique, lorsque les arbitres statuent en premier ressort, que la juridiction du second degré, compétente pour réformer la sentence, puisse également l'annuler.

Si l'appel doit être porté devant d'autres arbitres, ceux-ci connaîtront également de la demande en nullité. Il est cependant indispensable, en pareille hypothèse, que subsiste un contrôle judiciaire, étant donné notamment le caractère d'ordre public de certains moyens de nullité. Ce contrôle pourra s'exercer après que les arbitres auront statué en degré d'appel.

Afin d'empêcher que les procès ne s'éternisent, il convient d'attribuer compétence à la cour d'appel pour juger souverainement la demande en nullité lorsque celle-ci est formée contre une sentence prononcée sur appel d'un jugement ou d'une première sentence arbitrale.

Dans les autres cas, la demande en nullité sera portée devant le tribunal compétent, suivant

.../...

l'article 1006 bis nouveau du Code de procédure civile. Il en sera notamment ainsi lorsque la sentence est prononcée sans appel par les arbitres. Dans cette hypothèse, il est normal que les parties puissent se pourvoir suivant les règles ordinaires contre le jugement rendu sur la demande en nullité. En effet, en conférant aux arbitres la mission de statuer sans appel ou en qualité d'amiables compositeurs sur les contestations qui les divisent, les parties ont exprimé la volonté de voir trancher le procès par eux sans recourir à l'intervention des juridictions ordinaires. Il est logique, dès lors, que la demande tendant à faire constater la nullité de pareille décision soit soumise au principe du double degré de juridiction, qui constitue la règle dans notre organisation judiciaire, et que la cause puisse être déférée à la cour d'appel dans les cas prévus par la loi.

L'article 1028 proposé par le Conseil d'Etat trace les règles de compétence qui seront suivies dans les différents cas qui viennent d'être envisagés.

Un article 1028 bis règle la procédure de la demande en nullité. Celle-ci sera signifiée dans la forme prévue pour les ajournements. La disposition exige l'indication précise, dans l'exploit, des moyens de nullité afin de contraindre le demandeur à indiquer dans son assignation les motifs qu'il fait valoir à l'appui de sa prétention.

Ce texte permet de former la demande en nullité dans le même exploit que l'acte d'appel si la sentence est rendue en premier ressort. Il prévoit aussi la jonction des causes si la demande en nullité et

.../...

l'appel ne sont pas formés dans le même acte, afin d'éviter qu'il ne soit statué par décisions séparées sur les deux recours.

Un article 1028 ter règle les effets de la demande en nullité. Cette précision mettra fin aux controverses qui se sont parfois élevées concernant les effets de cette voie de recours.

Enfin, un article 1028 quater prévoit, dans certains cas, une voie de recours contre la décision de la juridiction ordinaire qui statue sur la demande en nullité.

\+

\+ +

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui contient, en outre, des modifications de forme :

PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE CIVILE EN MATIERE D'ARBITRAGE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de

.../...

présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Les articles 1003 à 1028 du Code de procédure civile sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 1003.- Quiconque a la capacité ou le pouvoir de transiger, peut compromettre pourvu que la contestation puisse faire l'objet d'une transaction.

Article 1004.- Sera valable la clause compromissoire par laquelle les parties conviennent de soumettre à arbitrage les contestations nées ou pouvant naître d'un rapport de droit déterminé.

L'indication du nom des arbitres ne sera pas requise dans la clause compromissoire.

Si, d'après la clause compromissoire, la désignation des arbitres appartient aux parties, la partie la plus diligente devra notifier aux autres, par lettre recommandée à la poste, le nom de l'arbitre ou des arbitres qu'elle a désignés et leur faire sommation de procéder de même dans le délai de huitaine.

A défaut par les parties sommées d'avoir fait connaître à la partie la plus diligente, dans le délai fixé, le nom de l'arbitre ou des arbitres qu'elles ont choisis, cette désignation appartiendra au président du tribunal compétent d'après l'article 1006 bis.

Il en sera de même en cas de désaccord des parties sur le choix de l'arbitre ou des arbitres.

.../...

En l'absence de toute disposition dans la clause compromissoire relativement à la désignation des arbitres, l'arbitrage est confié à un ou trois arbitres désignés par le président du tribunal compétent.

Dans tous les cas, la décision du président du tribunal compétent saisi sur requête des parties ou de l'une d'elles ne sera susceptible d'aucun recours.

Article 1004 bis.- La clause compromissoire n'aura effet qu'entre parties.

Elle cessera d'être applicable :

1° si la contestation est indivisible entre ceux qui l'ont conclue et des tiers;

2° si l'une des parties est appelée devant les tribunaux ordinaires dans un des cas prévus à l'article 37 bis du livre préliminaire du présent Code.

Nonobstant toute convention contraire, les parties pourront recourir à la juridiction des référés jusqu'à la constitution du tribunal arbitral.

Article 1005.- Toute convention d'arbitrage, ainsi que tous actes ayant pour objet de la compléter ou de la modifier devront être constatés par écrit, à l'exclusion de tout autre mode de preuve.

Le compromis pourra être constaté par déclaration insérée au procès-verbal des arbitres et signée par les parties.

En cas de refus d'une des parties de signer le compromis ou de désaccord sur sa rédaction, le

.../...

jugement du tribunal visé à l'article 1006 bis, saisi sur assignation par la partie la plus diligente, vaudra compromis.

Ce jugement est prononcé en dernier ressort.

Article 1006.- Le compromis devra, à peine de nullité, contenir les objets en litige et le nom des arbitres.

Article 1006 bis.- Les parties indiqueront dans la convention d'arbitrage ou ultérieurement devant les arbitres, le tribunal de première instance auquel elles attribuent compétence en raison de l'arbitrage.

A défaut d'accord des parties, le tribunal de première instance de Bruxelles sera compétent.

Article 1007.- Si le compromis ne fixe pas le délai, la mission des arbitres ne durera que six mois à compter du jour du compromis.

La durée du compromis pourra être prorogée suivant une des formes fixées à l'article 1005.

A l'expiration du temps de suspension prévu aux articles 1013 et 1016 bis, la durée du compromis restant à courir sera, de plein droit, prolongée d'un délai suffisant pour qu'elle ne soit pas inférieure à trois mois.

Article 1008.- Il pourra y avoir un seul arbitre; s'il y en a plusieurs, ils devront être en nombre impair.

Article 1008 bis.- L'arbitre devra avoir la capacité de contracter et de s'obliger.

Ne peuvent être arbitres, ceux qui sont définitivement exclus de l'électorat ou frappés de la

.../...

suspension des droits électoraux en vertu des articles 6 et 7 du Code électoral.

Article 1009.- Pendant la durée de l'arbitrage, les arbitres ne pourront être révoqués que du consentement des parties.

Article 1010.- Sauf convention contraire, les parties et les arbitres seront dispensés de suivre dans la procédure les délais et les formes établis pour les tribunaux.

Article 1011.- Les actes de l'instruction et les procès-verbaux du ministère des arbitres seront faits par tous les arbitres, si le compromis ou une convention ultérieure ne les autorise à commettre l'un d'eux.

Article 1012.- Sauf convention contraire, mettront fin au compromis :

1° le décès, l'incapacité, le refus, le déport, l'empêchement ou la récusation admise d'un des arbitres;

2° l'expiration du délai convenu ou du délai de six mois prévu à l'article 1007.

Article 1013.- Le décès ou l'incapacité de l'une des parties ne mettront pas fin au compromis. En cas de décès, le délai et les opérations de l'arbitrage seront suspendus pendant le temps accordé pour faire inventaire et délibérer.

Article 1014.- Les arbitres ne pourront se déporter si leurs opérations sont commencées.

Ils ne pourront être récusés que pour

.../...

une cause survenue depuis leur désignation, à moins qu'ils n'aient été nommés d'office.

La récusation des arbitres ne sera admissible que dans les cas énumérés à l'article 378 du présent Code.

La demande de récusation sera portée par voie d'assignation devant le tribunal compétent d'après l'article 1006 bis.

La procédure de récusation sera poursuivie suivant les règles organisées par les articles 309, 311 et suivants du présent Code.

Article 1015.- Si les parties ne comparaissent pas en personne, elles devront être représentées par un avocat porteur des pièces ou par un fondé de pouvoir spécial agréé par les arbitres.

Les pièces et défenses, préalablement communiquées, seront remises aux arbitres sans aucune formalité dans le délai fixé par ceux-ci.

Si une des parties s'abstient de les leur remettre dans le délai fixé, les arbitres jugeront sur les seules pièces reçues.

Article 1016.- Les arbitres pourront ordonner toutes les mesures d'instruction organisées devant les tribunaux.

Ils pourront entendre sous serment les témoins qui comparaissent devant eux et recevoir le serment d'une partie.

Sauf convention contraire, les enquêtes seront tenues suivant les formes prescrites en matière ordinaire.

.../...

Si le témoin cité refuse de comparaître, de prêter serment, de déposer, de signer sa déposition ou s'il ne peut la signer, il sera entendu par un juge commis sur requête présentée par la partie la plus diligente au président du tribunal compétent suivant l'article 1006 bis. Il y aura lieu à pareille commission si la partie, à laquelle le serment a été déféré ou référé, refuse de le prêter.

Article 1016 bis.- S'il s'élève quelque incident dont les arbitres ne peuvent connaître, ceux-ci délaisseront les parties à se pourvoir, et le délai de l'arbitrage sera suspendu jusqu'au jour où les arbitres auront été informés par la partie la plus diligente que le jugement de l'incident a acquis force de chose jugée.

Lorsque les arbitres ordonneront une mesure d'instruction, le délai de l'arbitrage sera suspendu pendant l'exécution de cette mesure.

Article 1017.- Les arbitres décideront d'après les règles du droit, à moins que la convention d'arbitrage ne leur donne pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs.

Article 1018.- Lorsqu'il y a plusieurs arbitres, la sentence arbitrale devra être rendue à la majorité des voix.

La sentence arbitrale sera écrite et datée; elle sera signée par les arbitres. Si la minorité refuse de la signer, les autres arbitres feront mention de ce refus et la sentence aura le même effet que si elle avait été signée par tous les arbitres.

.../...

Article 1019.- La sentence arbitrale tiendra lieu de loi aux parties. Elle fera foi comme une convention entre elles et ne pourra être opposée aux tiers.

Article 1020.- L'exécution provisoire des sentences arbitrales sera réglée conformément aux dispositions de l'article 439.

Article 1021.- La minute de la sentence arbitrale pourra être déposée par l'un des arbitres; ce dépôt devra être fait si l'une des parties le requiert.

Le dépôt sera reçu au greffe du tribunal de première instance compétent en vertu de l'article 1006 bis.

Article 1022.- A l'exception des sentences préparatoires ou interlocutoires, lesquelles seront exécutoires de plein droit du jour où les arbitres en auront donné connaissance aux parties, l'exécution forcée d'une sentence arbitrale ne pourra être poursuivie qu'après que le président du tribunal compétent l'aura rendue exécutoire par une ordonnance accordée sur la minute, à la requête de la partie la plus diligente, sans qu'il soit besoin de communiquer au ministère public.

Article 1023.- Il pourra être formé opposition contre l'ordonnance d'exécution pendant quinze jours à compter du jour de la signification. L'opposition sera portée devant le juge qui a rendu l'ordonnance, siégeant en référé.

La décision rendue sur l'opposition pourra être attaquée par la voie de l'appel; l'appel sera

.../...

formé dans les quinze jours du prononcé de la décision si elle est contradictoire, et dans les quinze jours de sa signification si elle est par défaut.

La décision qui refusera l'exécution pourra être attaquée par la voie de l'appel; l'appel sera formé par requête présentée à la cour d'appel dans les quinze jours du prononcé.

Si la cour d'appel accorde l'exécution, son arrêt sera susceptible d'opposition. Celle-ci sera formée par assignation dans les quinze jours de la signification de l'arrêt.

Article 1023 bis.- Les contestations sur l'exécution des sentences seront portées devant le tribunal compétent d'après l'article 1006 bis.

Article 1024.- La sentence arbitrale ne pourra faire l'objet d'une opposition ou d'un recours en cassation alors même que les parties en seraient autrement convenues.

La requête civile contre la sentence arbitrale pourra être prise pour les causes prévues aux 1°, 9° et 10° de l'article 480, dans les délais et formes prescrits pour les jugements des tribunaux. Elle sera portée devant le tribunal qui eût été compétent pour connaître de l'appel.

Article 1025.- La sentence arbitrale est sujette à appel, à moins que les parties n'y aient renoncé lors ou depuis la convention d'arbitrage.

Cet appel sera porté devant la cour d'appel pour les matières qui, à défaut d'arbitrage, eussent

été, soit en premier ressort, soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, et devant le tribunal de première instance dans tous les autres cas, à moins que les parties n'aient convenu de conférer cet appel à d'autres arbitres.

La compétence territoriale du juge d'appel est déterminée conformément à l'article 1006 bis.

Le délai pour interjeter appel sera d'un mois. Il courra du jour de la signification de la sentence arbitrale rendue exécutoire.

Article 1025 bis.- S'il a été compromis sur l'appel d'un jugement ou d'une sentence arbitrale, la décision des arbitres sera définitive et rendue exécutoire conformément au prescrit de l'article 1021.

Article 1026.- La nullité d'une sentence arbitrale pourra être demandée :

1° si une des parties était incapable ou sans pouvoir de transiger;

2° si l'objet du litige n'était pas susceptible de transaction;

3° si la forme prescrite par l'article 1006 pour la validité de la convention d'arbitrage n'est pas observée;

4° si la sentence arbitrale a été rendue sans compromis ou hors des termes du compromis;

5° si la sentence arbitrale a été rendue alors que le délai de l'arbitrage était suspendu ou expiré;

6° si la sentence arbitrale a été rendue par des

.../...

arbitres n'ayant pas la capacité requise par l'article 1008 bis;

7° si la sentence arbitrale n'a été rendue que par quelques arbitres non autorisés à juger en l'absence des autres;

8° si, au cours de la procédure, une partie n'a pas été représentée ou mise à même de se faire représenter, à moins qu'elle n'ait ratifié expressément ou tacitement ce qui a été fait;

9° si la sentence arbitrale est susceptible d'être attaquée pour une des causes énoncées à l'article 480, 2°, 3°, 4°, 5° et 7° du présent code;

10° si la sentence arbitrale rendue sur appel d'une sentence en a prononcé la nullité hors les cas prévus au présent article.

Article 1027.- La demande en nullité ne pourra être formée avant que l'ordonnance d'exécution de la sentence ait été accordée conformément à l'article 1022.

Elle devra être formée, dans tous les cas énumérés à l'article 1026, 3° à 10°, dans le mois de la signification de la sentence et de l'ordonnance d'exequatur.

Article 1028.- La demande en nullité sera portée :

1° devant la juridiction compétente en vertu de l'article 1025, lorsque la sentence est susceptible d'appel devant les tribunaux ordinaires;

2° devant les arbitres d'appel, lorsque la sentence est susceptible d'appel devant des arbitres;

.../...

3° devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal visé à l'article 1006 bis, lorsque la sentence a été rendue sur appel d'un jugement ou d'une sentence;

4° devant le tribunal visé à l'article 1006 bis, dans tous les autres cas.

Article 1028 bis.- La demande en nullité sera formée par exploit d'ajournement, contenant l'indication précise des moyens invoqués en conformité de l'article 1026.

Elle pourra être formée dans le même acte que l'appel dans les cas prévus à l'article 1028, 1° et 2°.

Le cas échéant, la jonction des causes sera ordonnée.

Article 1028 ter.- La demande en nullité régulièrement formée suspend l'exécution de la sentence.

L'ordonnance d'exequatur sera sans effet dans la mesure où la nullité de la sentence arbitrale aura été prononcée.

Article 1028 quater.- Le jugement rendu sur la demande en nullité ne sera susceptible d'appel que dans les cas prévus à l'article 1028, 4°.".

Article 2.-

La présente loi entre en vigueur un mois après sa publication au Moniteur belge.

.../...

Toutefois, les dispositions relatives aux délais ne s'appliqueront pas aux délais en cours à cette date.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Geschillen tussen bijzondere personen worden in de meeste landen over het algemeen bereeht door magistraten, die de Staat daartoe heeft aangesteld.

De rechtsbedeling is dus een openbare aangelegenheid.

Opdat de Staat zich van de rechtsprekende functie die hij op zich heeft genomen, zou kunnen kwijten, heeft de wet rechtbanken ingericht die belast zijn met het berechten van de geschillen van diverse aard welke tussen bijzondere personen mochten ontstaan.

In de meeste wetgevingen evenwel heeft de Staat zich niet het monopolie inzake berechting van burgerlijke en handelsgeschillen toegeëigend. Hij gedoogt, dat de processvoerende partijen geen beroep op zijn rechtspraak doen en dat zij hun betwistingen voorleggen aan bijzondere personen die zij als scheidsmannen hebben gekozen.

Naast de openbare, van de Staat uitgaande rechtsbedeling bestaat dus een private rechtsbedeling, de arbitrage.

De arbitrage verschilt hierin van de rechtsbedeling van Staatswege, dat partijen zelf de persoon die hun geschil zal beslechten aanwijzen, in plaats van de berechting toe te vertrouwen aan het bestaande gerecht dat zijn gezag van de openbare macht krijgt.

\+

\+ \+

.../...

De arbitrage is ouder dan de openbare rechtsbedeling. De arbitrage immers is de oorspronkelijke vorm van rechtsbedeling geweest en de eerste rechters waren scheidsmannen.

Te Rome golden voor de arbitrage bijzondere regelen, wat een bewijs is dat deze rechtsinstelling een werkelijk krediet genoot.

De arbitrage, die van het Romeinse recht naar het oud-Franse recht is overgegaan, waar zij namelijk gereglementeerd werd onder Lodewijk XII (Ordonnantie van 1510), Frans I (Ordonnantie van 1535), Frans II (Ordonnantie van 1560) en Lodewijk XIV (Ordonnantie op de zeevaart van 1681), beleefde onder de Franse revolutie een bijzonder grote bloei. Zij genoot een gunstig onthaal vanwege de Constituante, die in haar wetten inzake rechterlijke inrichting vooropstelt, dat "de arbitrage het redelijkste middel is om de processen onder burgers af te handelen" (wet van 24 Augustus 1790, titel I, artikel 1). De Conventie geeft nog meer omvang aan de procedure vóór de scheidsmannen. Zij voert voor sommige aangelegenheden naast de vrijwillige arbitrage de verplichte arbitrage in en stelt openbare scheidsmannen in, die door de volksvergaderingen worden gekozen en in laatste aanleg en zonder kosten uitspraak doen (Grondwet van 1793, artikelen 85 en volgende).

Deze hervormingen zijn evenwel slechts van korte duur geweest. Bij de redactie van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt over het behoud van de arbitrageprocedure getwist en wordt de vrijwillige arbitrage ten slotte gehandhaafd.

.../...

Maar, waarschijnlijk uit reactie tegen de regeling, die tijdens deze tussenperiode was aangenomen, en wellicht ook wegens de bij de toepassing er van begane misbruiken, maken de stellers van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering van 1806 voorbehoud ten aanzien van de arbitrage.

Zo komt het dat het Wetboek voor deze rechtsinstelling een reeks van beperkende bepalingen behelst, waardoor de arbitrage een uitzonderlijk gerecht wordt ten opzichte van de Staatsrechtbanken, die als rechtbanken van gemeen recht worden beschouwd.

Niettemin heeft de arbitrage nog steeds haar aanhangers en is zij zelfs, voornamelijk in handelszaken, sedert een veertigtal jaren meer en meer in zwang gekomen, wat hierdoor te verklaren is dat de pleiters de trage gang en de kosten van het gewone gerecht wensen te vermijden.

Talrijke professionele en interprofessionele arbitragelichamen zijn, zowel op het nationale als op het internationale vlak, tot stand gekomen, bij zover dat thans in sommige takken van de handel de arbitrage regel is geworden.

Deze herleving van de arbitrageprocedure is tot uiting gekomen in de interne wetgeving van verschillende landen, met name in Polen (Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bekendgemaakt op 3 December 1930, gewijzigd op 27 October 1932 en in werking getreden op 1 Januari 1933) en in Duitsland (boek X van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bekendgemaakt op 8 November 1933).

.../...

In het internationale recht heeft zich een soortgelijke strekking afgetekend. Zo hebben de deelnemende staten van de Volkenbond, op 24 September 1923, het Protocol van Genève ondertekend. Dit protocol huldigt het beginsel, dat het compromis en het compromissoir beding geldig zijn, wanneer het gaat om een scheidsrechterlijke overeenkomst tussen partijen die aan de rechtsmacht van verschillende contracterende staten zijn onderworpen, welke ook de plaats van de arbitrage zij.

België is op 23 September 1924 tot dat Protocol toegetreden. Het heeft evenwel gebruik gemaakt van het recht dat de ondertekenende Mogendheden zich hadden bedongen, om het alleen toe te passen op contracten die volgens hun nationaal recht als handelscontracten worden beschouwd. Het Protocol werd aangevuld door de Conventie van Genève van 26 September 1927 voor de tenuitvoerlegging van in het buitenland gewezen scheidsrechterlijke uitspraken. Deze Conventie werd door België op 15 April 1929 goedgekeurd.

Bovendien heeft het Internationaal Instituut van Rome voor de eenmaking van het privaatrecht vóór de jongste wereldoorlog op initiatief van de Volkenbond een ontwerp van eenvormige wet op de arbitrage in het privaatrecht uitgewerkt, waarvan het verslag en de tekst tot op heden echter niet zijn gepubliceerd.

\+

\+ \+

.../...

Het onderhavige ontwerp, dat strekt tot wijziging van de artikelen 1003 tot 1028 van boek III, enige titel, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, betreffende de arbitrage, komt derhalve aan de behoeften en de eisen van onze tijd tegemoet.

De arbitrage heeft immers een zo grote uitbreiding genomen en heeft zoveel veranderingen ondergaan, dat een omwerking van onze wetgeving, die op dit punt verouderd is en, zoals de memorie van toelichting bij het wetsontwerp opmerkt, terecht wordt gecritiseerd, zeer gewenst is geworden.

Een eerste hervorming, thans voorbijgestreefd, is reeds vroeger beproefd. Zij was het voorwerp van een wetsontwerp, dat deze eigenaardigheid vertoont dat zij op 24 Maart 1876 definitief door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd aangenomen, na door de Senaat te zijn geamendeerd, maar nooit door de Koning werd bekrachtigd.

Deze tekst is het die, in de memorie van toelichting van het tegenwoordige ontwerp, namelijk in de §§ 5, 11, 23 en 24, verkeerdelijk als "wet van 1876" wordt aangehaald; om iedere verwarring met de wet van 25 Maart 1876 houdende titel I van het voorafgaande boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering te voorkomen, ware het beter te spreken van "wetsontwerp van 1876".

De thans voorgelegde tekst is opgemaakt door de commissie voor de hervorming van de burgerlijke rechtsvordering, ingesteld bij koninklijk besluit van 27 Maart 1952, gewijzigd bij dat van 14 September 1952.

.../...

Volgens zijn opstellers is daarbij uitgegaan van het ontwerp tot wijziging van de wetgeving inzake arbitrage dat door het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat was uitgewerkt, en ook van de wijzigingen welke het wetsontwerp van 24 Maart 1876 in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering had aangebracht. De memorie van toelichting en de tekst van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat zijn overigens in het ontwerp op verschillende plaatsen overgenomen.

In de meeste gevallen heeft de Raad van State de wijzigingen, die de commissie in deze tekst heeft aangebracht, moeten verwerpen en heeft hij, om de redenen die bij de commentaar op de artikelen worden uiteengezet, het ontwerp van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat moeten handhaven. Voor het recht van hoger beroep tegen de scheidsrechterlijke uitspraken wordt nochtans de regeling van het Regeringsontwerp behouden. Voorts worden enkele wijzigingen voorgesteld, met name betreffende de in artikel 1006 bis van het ontwerp omschreven toewijzing van bevoegdheid.

\+

\+ \+

Onderzoek van de artikelen.

Artikel 1005.

Volgens dit artikel kan het bestaan van de scheidsrechterlijke overeenkomst "niet door getuigen, noch door bekentenis, noch bij eed worden bewezen", maar enkel bij geschrift.

Deze tekst is voor kritiek vatbaar,want de bekentenis kan zeer goed schriftelijk worden gedaan en dan valt het bewijs door bekentenis samen met het bewijs door geschrift. Het ware dus verkieslijk te zeggen dat "elke scheidsrechterlijke overeenkomst en alle akten die ten doel hebben ze aan te vullen of te wijzigen moeten blijken uit een geschrift, met uitsluiting van enige andere vorm van bewijs".

Artikel 1006 bis.

Volgens het ontwerp hebben de partijen het recht, in de scheidsrechterlijke overeenkomst te bedingen, aan welke rechtbank van eerste aanleg zij bevoegdheid toekennen. Al is het op goede gronden buitensporig gebleken, dit recht om te zetten in een verplichting waarop nietigheid staat, toch moest in de wet worden bepaald welke rechtbank kennis neemt van de arbitragemoeilijkheden in gevallen waarin partijen geen keuze mochten hebben gedaan. Het ontwerp lost deze kwestie op door te bepalen, dat "wanneer partijen zich hierover niet uitspreken, die bevoegdheid behoort aan de rechtbank van de plaats waar de overeenkomst getekend werd".

Deze tekst is in twee opzichten voor kritiek vatbaar :

1° het "zich niet uitspreken van partijen", dat hij wil verhelpen, houdt, naar het eerste lid van artikel 1006 bis van het ontwerp te oordelen, verband met de inhoud van de scheidsrechterlijke overeenkomst. Er is evenwel geen reden om te verbieden dat partijen, na de ondertekening van deze overeenkomst, bepalen aan welke rechtbank zij bevoegdheid ratione loci willen toewijzen. De wet moet het stilzwijgen van

.../...

partijen alleen verhelpen wanneer zij niet meer in de mogelijkheid zijn hun wil kenbaar te maken ;

2° het vaststellen van de plaats waar de overeenkomst werd ondertekend, kan zelf stof opleveren voor betwisting. Wanneer de plaats van het contract die is waar het beslissende feit, waardoor het voltrokken wordt, zich heeft voorgedaan (Planiol et Ripert, t.VI, nr 163, en de aldaar aangehaalde referenties), is het niet altijd gemakkelijk uit te maken welk feit dit is geweest. Wel neemt de Belgische rechtspraak aan, dat het contract is voltrokken, wanneer de policitant kennis krijgt van de aanneming van zijn offerte (Verbr.15 Maart 1888, Pas., I, 115 - Répert.prat.dr.b., V° Contrat et convention en général, n° 200). Doch met deze zogenaamde "informatie" theorie is niet alle betwisting uitgesloten omtrent de plaats waar de aanbieder werkelijk van de aanneming kennis heeft gekregen (Répert.prat.dr.b., loc.cit., n° 210 - Verbr.18 Maart 1901, Pas. I, 173). Heel in het bijzonder uit een oogpunt van internationaal privaatrecht zullen deze moeilijkheden moeten worden onderzocht (Répert.prat. dr. b., loc.cit. nrs 823 en vlg.). Ten slotte kan de plaats waar de overeenkomst is voltrokken, in het buitenland gelegen zijn.

Een eenvoudiger oplossing zou derhalve zijn, de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel te erkennen in het uitzonderlijke geval, dat partijen zelfs na de ondertekening van de scheidsrechterlijke overeenkomst en niettegenstaande de regel die uitdrukkelijk in artikel 1006 bis zou zijn geformuleerd, nagelaten zouden hebben, aan een bepaalde rechtbank bevoegdheid toe te wijzen. Meteen worden dan de moeilijkheden ingevolge de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken uit de weg gegaan, aangezien artikel 4 van deze wet dan toepassing moet vinden.

.../...

Eenmaal deze wijziging aangenomen, moet men dan voor de in het buitenland gegeven scheidsrechterlijke uitspraken een bijzondere regeling treffen ?

Het ontwerp verleende in dat geval bevoegdheid "aan de rechtbank van het arrondissement waarin de tenuitvoerlegging van de uitspraak wordt vervolgd".

Dat een scheidsrechterlijke beslissing in het buitenland wordt uitgesproken, betekent echter hoegenaamd niet, dat partijen, in geval van tenuitvoerlegging van de beslissing in België, de bevoegde rechtbank niet zouden kunnen kiezen. Daarentegen heeft de tenuitvoerlegging niet zelden plaats in het rechtsgebied van meer dan één arrondissement. Wanneer nu het ontwerp bepaalt, dat ingeval verscheidene rechtbanken bevoegd zijn "de bevoegdheid definitief toegekend wordt aan de rechtbank waarbij de zaak het eerst aanhangig werd gemaakt", is de moeilijkheid daarmede niet noodzakelijk opgelost. Verschillende rechtbanken zouden immers door toedoen van partijen of van de scheidsmannen dezelfde dag van de zaak kennis kunnen krijgen; overigens zou het kunnen gebeuren dat, om de beslissing in een bepaald arrondissement ten uitvoer te doen leggen, op willekeurige wijze en niettegenstaande de wil van partijen bevoegdheid wordt gegeven aan een rechtbank van een taalstreek waar de procedure in een andere taal wordt gevoerd dan die van de uitspraak.

De Raad van State is derhalve van oordeel, dat het derde en het vierde lid van artikel 1006 bis van het ontwerp niet moeten worden behouden.

.../...

Artikel 1007.

a. Volgens het ontwerp kan de termijn voor arbitrage in gemeen overleg tussen partijen worden verlengd, maar voor deze verlenging worden niet de nodige vormvereisten voorgeschreven. Logischerwijze zouden voor de verlenging van het compromis dezelfde vormen als voor het compromis zelf moeten worden geëist.

b. De artikelen 1013 en 1016 bis van het ontwerp bepalen, dat de arbitragetermijn wordt geschorst bij overlijden van een der partijen, bij beroepsgeschil ofin geval van onderzoeksmaatregel. Om te voorkomen dat de scheidsmannen bij het verstrijken van de periode van schorsing niet meer over voldoende tijd zouden beschikken om het onderzoek van het geschil af te handelen, is het nodig artikel 1007 aan te vullen met een bepaling, dat de duur van het compromis zo wordt verlengd, dat de scheidsmannen alleszins over drie maanden beschikken om uitspraak te doen.

Artikel 1008 bis.

Het is ongetwijfeld wenselijk, dat partijen de grootst mogelijke vrijheid bezitten bij de keuze van de scheidsmannen , maar het zou onaannemelijk zijn dat, terwijl de taak van de scheidsmannen verwant is met de uitoefening van de rechtsbedeling, de keuze op onwaardige personen zou kunnen vallen.

Deze opmerking heeft des te meer gewicht, daar de arbitrage een grote ontwikkeling tegemoet gaat.

.../...

In dit verband bevatte het ontwerp van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat de volgende bepaling: "Als scheidsmannen kunnen niet optreden de faillietverklaarden die niet in eer en rechten zijn hersteld, de personen die tot een vrijheidsstraf, zelfs voorwaardelijk, werden veroordeeld in de voorwaarden en wegens de misdrijven, in de artikelen 1 en 3 van het koninklijk besluit nr 22 van 24 October 1934 opgesomd".

De Raad van State is van oordeel, dat deze tekst zeer goed zou kunnen worden gewijzigd naar het voorbeeld van de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek.

Indien de Regering zich met deze overwegingen verenigt, dient artikel 1008 bis van het ontwerp met een nieuw tweede lid te worden aangevuld.

Artikel 1010.

Het ontwerp zegt niet uitdrukkelijk dat de scheidsmannen, zelfs wanneer zij niet de bij de rechtbanken gebruikelijke procedure volgen, niettemin de rechten der verdediging moeten eerbiedigen. Toch is dit geen leemte, want de eerbiediging van de rechten der verdediging is een hoofdbeginsel voor iedere procedure, dat niet hoeft te worden geformuleerd.

Artikel 1011.

Volgens het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering moeten de onderzoekshandelingen door alle scheidsmannen worden gedaan, tenzij het compromis hen machtigt om één van hen af te vaardigen.

.../...

Volgens het ontwerp daarentegen zal het recht om een der scheidsmannen voor de onderzoekshandelingen af te vaardigen regel worden.

Deze nieuwe bepaling houdt een zeker gevaar in, want het is mogelijk dat een partij wier aandacht hierop bij het sluiten van het compromis niet was gevestigd, ook niet wenst dat onderzoekshandelingen door een enkele scheidsman zouden worden verricht, wanneer deze bij voorbeeld door de andere partij zou zijn gekozen.

Ook kan het geval zich voordoen, dat een partij de door haar zelf aangewezen scheidsman aan een onderzoekshandeling wenst te zien deelnemen, terwijl hij met meerderheid van stemmen door het scheidsgerecht kan worden terzijdegesteld.

De Raad van State acht het verkieslijk, de vroegere regeling te behouden of althans de afvaardiging van een der scheidsmannen voor de uitvoering van onderzoeksverrichtingen afhankelijk te stellen van het goedvinden van alle partijen.

Artikel 1012.

Aan de in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering opgegeven oorzaken van tenietgaan van het compromis wordt door het ontwerp toegevoegd het feit, dat een der partijen nagelaten heeft de zaak binnen twee maanden na de dag van het compromis bij de scheidsmannen aanhangig te maken.

.../...

De memorie van toelichting verantwoordt deze bepaling hierdoor, dat aan de scheidsmannen de nodige tijd moet worden gelaten om hun opdracht uit te voeren.

Dit is een nutteloze innovatie,want de scheidsman kan steeds weigeren mede te werken indien de termijn te kort is en indien partijen hem niet willen verlengen ; bovendien bestaat hierbij het gevaar, het compromis ongedaan te doen terwijl geen van beide partijen zulks wenst.

Artikel 1014.

a. Volgens dit artikel kunnen de scheidsmannen alleen worden gewraakt om de redenen opgesomd in de artikelen 44 en 378 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Deze beide bepalingen waarvan de eerste op de wraking van vrederechters, de andere op de wraking van rechters van eerste aanleg betrekking heeft, zijn niet gelijkluidend ter zake van de redenen tot wraking. Een verwijzing naar beide artikelen zou dus verwarring stichten. Daarom verwijze men slechts naar een van beide artikelen; het ontwerp van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat verwees alleen naar artikel 378.

b. Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering zegt dat scheidsmannen niet kunnen worden gewraakt dan wegens een oorzaak ontstaan sedert het compromis.

.../...

Deze beperking is van groot gewicht, want er is geen reden om partijen toe te laten scheidsmannen, wier aanwijzing zij hebben aanvaard, te wraken, tenzij de reden tot wraking na deze aanwijzing is ontstaan. De nieuwe tekst kent deze beperking niet meer.

Volgens de tekst van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat kunnen de scheidsmannen "niet gewraakt worden dan wegens een oorzaak die sedert hun benoeming opgekomen is, tenzij zij van ambtswege benoemd waren geworden". De Raad van State stelt voor, deze bepaling in het ontwerp op te nemen.

Artikel 1015.

Dit artikel staat de vertegenwoordiging van partijen toe, hetzij door een advocaat houder van de stukken, hetzij door een gemachtigde.

Het ontwerp volgt dus het stelsel dat onder meer voor de rechtbanken van koophandel en voor de vredegerechten in zwang is, liever dan de regeling welke de rechtbanken van eerste aanleg kennen. Indien de Regering oordeelt, dat de bevoegdheid om voor de scheidsmannen te pleiten niet uitsluitend aan leden van de balie moet worden gegeven, dient nochtans te worden bepaald dat de gemachtigde die geen lid van de balie is, door de scheidsman moet worden aangenomen, opdat partijen geen beroep zouden kunnen doen op vertegenwoordigers die inzake eerlijkheid en bevoegdheid niet alle waarborgen bieden.

.../...

Artikel 1016.

Het ontwerp bepaalt dat "de getuigenverhoren behoudens strijdige overeenkomst gehouden worden volgens de vormen, die bij de artikelen 269 en volgende van dit Wetboek zijn voorgeschreven". De memorie van toelichting zegt niet duidelijk waarom de artikelen 252 tot 268, die toch ook tot de titel "Getuigenverhoren" behoren, niet mede toepasselijk zijn.

Het zou wellicht beter zijn, te verwijzen naar de "vormen voorgeschreven voor gewone zaken", zodat rekening wordt gehouden met de mogelijkheid van wijzigingen in de procedure van het getuigenverhoor in burgerlijke zaken.

+

\+ +

Aan het opnemen der voor scheidsmannen afgelegde getuigenissen of verklaringen is niet hetzelfde voorrecht van authenticiteit verbonden als aan de voor het gerecht opgestelde processen-verbaal van getuigenverhoren; de handtekening van de getuige of van de partij die de eed heeft afgelegd, kan niet worden vervangen door de vaststelling dat belanghebbende niet kan of wil tekenen, aangezien geen bevoegd gezag voorhanden is om aan deze vaststelling een authentiek karakter te verlenen. In dergelijk geval is het derhalve noodzakelijk, beroep op de gewone rechter te voorzien.

+

\+ +

.../...

Het lijkt niet logisch, wanneer het ontwerp eenmaal heeft aangenomen dat de scheidsmannen partijen aan de bevoegde rechtbank overlaten indien getuige weigert te verschijnen of de eed af te leggen, daarentegen aan te nemen dat de weigering van een partij, om voor de scheidsman de haar opgedragen eed af te leggen, zonder enige contrôle dezelfde uitwerking zou hebben als voor de gewone rechtbanken De in het eerste geval genomen voorzorgen zijn evenzeer gewettigd in het tweede; de gevolgen van een onregelmatigheid in de procedure der eedaflegging zijn zelfs ernstiger dan eventueel bij het verhoor van een getuige.

Artikel 1016 bis.

De Raad van State stelt voor, het derde lid van dit artikel te schrappen, dat de duur van de arbitrage in geval van voor de rechtbank gebracht tussengeschil of in geval van onderzoeksmaatregel verlengt. Deze tekst zou geen nut meer hebben indien de Regering zich met de voor artikel 1007 voorgestelde wijziging verenigde.

*

Artikel 1019.

Dit artikel strekt er toe, de draagwijdte van de scheidsrechterlijke uitspraak te bepalen.

Op het belangrijk probleem van de uitwerking van de scheidsrechterlijke uitspraak is reeds gewezen door het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat, dat daaraan de volgende beschouwingen heeft gewijd :

.../...

"Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering zwijgt wat de uitwerkselen van de scheidsrechterlijke uitspraak betreft. Eenparig wordt aangenomen dat de scheidsrechterlijke uitspraak, op grond van de tekst van artikel 1020, op zich zelf geen executoire kracht heeft en dat zij die kracht slechts verkrijgt na het exequatur, door de bevoegde rechter verleend.

Doch er bestaat meningsverschil over de vraag welke de bewijskracht en het gezag zijn van de scheidsrechterlijke uitspraak.

Er bestaat vrijwel verwarring te dien aanzien in de leer en in de rechtspraak. Die verwarring is een gevolg van het feit dat in de meeste gevallen de auteurs en de rechtbanken deze kwestie oplossen zonder er op te letten dat de oplossing van die moeilijkhei afhangt van de opvatting, waarbij men zich aansluit ten aanzien van de gedachtenstrijd omtrent de juridische aard van de arbitrage.

Het spreekt vanzelf dat de gevolgen van de uitspraak verschillen, naarmate men zich voor of tegen de gelijkstelling uitspreekt van de scheidrechterlijke uitspraak met het vonnis, dat door de gewone jurisdict wordt gewezen.

In het eerste geval is de oplossing gemakkelijk : de scheidsrechterlijke uitspraak heeft dezelfde gevolgen als het door de gewone jurisdictie gewezen vonnis.

Veel kieser is de oplossing van die kwesties, indien men die gelijkstelling afwijst, zoals wij het hebben voorgesteld (supra, nr XVII).

In dat geval kan niet worden staande gehoude dat de scheidsrechterlijke uitspraak, zoals het vonnis,

.../...

rechtskracht verleent aan al de gegevens welke zij inhoudt, en dat de beslissing van de scheidsmannen het bewijs tot inschrijving van valsheid levert van al de feiten die zij vaststelt, en kan ook niet worden volgehouden dat de scheidsrechterlijke uitspraak het gezag van gewijsde heeft. Inderdaad, het gezag van het in kracht van gewijsde gegane is een onderstelling, die aan de vonnissen eigen is; het is, bij gebreke aan een formele tekst, niet toegelaten dat gezag uit te breiden buiten zijn natuurlijk gebied.

Welke zijn, volgens die opvatting, de bewijskracht en het gezag die de scheidsrechterlijke uitspraak heeft ?

De scheidsrechterlijke uitspraak geldt slechts als een private overeenkomst ten aanzien van partijen. Zoals al de onderhandse akten, getuigt zij van de waarheid van haar gegevens tot het tegenovergestelde is bewezen en haar gezag is het gezag dat voor de partijen voortvloeit uit de toepassing van artikel 1134 van het Burgerlijk Wetboek.

Het is van belang omtrent deze kwestie een besliste houding aan te nemen, indien men een einde wil maken aan de meningsverschillen die een voortvloeisel zijn van het zwijgen van de wet .

De meest recente wetgevingen - de Duitse en de Poolse wetten - die aan de arbitrage een contractueel karakter erkennen, beslissen uitdrukkelijk dat de scheidsrechterlijke uitspraak tussen de partijen de gevolgen teweegbrengt van een vonnis, dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Deze oplossing levert het aanzienlijk practisch voordeel op, dat elke meningenstrijd omtrent de uitwerkselen van de scheidsrechterlijke uitspraak van de baan wordt geruimd.

.../...

Maar zij verleent aan de uitspraak van de scheidsmannen een gezag en een bewijskracht, die groter zijn dan die, welke normaal verbonden zijn aan een door eenvoudige particulieren opgemaakte akte.

Zonder enige twijfel kan die oplossing becritiseerd worden, als men het principe in zijn strengheid beschouwt.

In de praktijk dringt zij zich niet op.

Inderdaad, kunnen de in het Burgerlijk Wetboek omschreven beginselen, wat de bindende kracht en de bewijskracht van de overeenkomsten betreft, toegepast worden op de scheidsrechterlijke uitspraak, en zij zouden onder het nieuw artikel 1019bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering in herinnering kunnen worden gebracht ".

Het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat stelt in overeenstemming met deze commentaar de volgende tekst voor : "De scheidsrechterlijke uitspraak geldt als wet ten aanzien van de partijen, tussen welke zij gewezen werd. Zij geldt als bewijs tussen partijen zoals elke overeenkomst".

Het vraagstuk werd door deze tekst zeer duidelijk opgelost. Bij de redactie van artikel 1019 zou men best dienvolgende rekening houden.

Artikelen 1021 tot 1023.

De Raad van State stelt voor, de volgorde van de bepalingen dezer artikelen te wijzigen, zodat de regelen betreffende de tenuitvoerlegging van de "uitspraken alvorens recht te doen", enerzijds, en van de eind uitspraken, anderzijds, worden gegroepeerd.

.../...

Artikel 1021 zou dan handelen over de neerlegging van de uitspraak; artikel 1022 over de wijzen van gedwongen tenuitvoerlegging; artikel 1023 over de voorzieningen tegen de ordonnantie van de voorzitter der rechtbank; een artikel 1023 bis tenslotte zou de rechtbank aanwijzen, die voor de betwistingen over de tenuitvoerlegging van de uitspraken bevoegd is.

\+

\+ \+

In tegenstelling met de thans geldende tekst houdt artikel 1021 van het ontwerp terecht rekening met het onderscheid tussen de neerlegging van de uitspraak ter griffie en de exequatur-procedure.

De scheidsmannen moeten hun uitspraak ter griffie kunnen neerleggen om er de bewaring van te verzekeren en om zich van hun aansprakelijkheid in dat verband te ontdoen. De scheidsmannen moeten dus het recht hebben deze neerlegging te verrichten zonder dat partijen hen daarom verzoeken. Maar indien een der partijen dat vraagt, wordt het een verplichting.

De neerlegging is onafhankelijk van de exequatur-procedure; deze kan slechts op verzoek van de meest gerede partij worden ingezet.

Door het laatste lid van artikel 1021, dat de formaliteiten van het exequatur regelt, naar artikel 1022 over te brengen, zal het onderscheiden karakter van beide verrichtingen beter uitkomen.

\+

\+ \+

.../...

In tegenstelling tot de tegenwoordige regeling, volgens welke de gedwongen tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraken, zelfs van de voorbereidende, slechts na het exequatur kan plaats hebben, verklaart artikel 1023 van het ontwerp alle voorbereidende of interlocutoire uitspraken van rechtswege uitvoerbaar vanaf de dag waarop de scheidsmannen ze aan partijen hebben medegedeeld.

Met dit voorbehoud blijft het beginsel van het aan de gedwongen tenuitvoerlegging voorafgaande exequatur niettemin regel : dit beginsel, dat in het ontwerp van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat was aangenomen, is uit het tegenwoordige ontwerp verdwenen.

Dit beginsel dient in de nieuwe tekst van artikel 1022 te worden neergelegd.

\+

\+ \+

Artikel 1021 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaalt : "les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public; et sera la dite ordonnance expédiée ensuite de l'expédition de la décision".

.../...

De vrijstelling van kennisgeving aan het openbaar ministerie en de regel betreffende de expeditie van de exequatur-beschikking komen niet langer in het ontwerp voor, zonder dat hiervoor een reden wordt opgegeven. Gezien het nut van beide bepalingen, die trouwens door het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat waren behouden, verdienen zij een plaats in de nieuwe tekst.

\+

\+ +

Artikel 1022 van het ontwerp sluit ieder rechtsmiddel tegen de exequatur-beschikking uit, behalve het hoger beroep wegens onbevoegdheid.

Dergelijke bepaling is niet zonder gevaar, want de beschikking waarbij het exequatur wordt verleend wordt gewezen op verzoekschrift zonder behandeling op tegenspraak, en, afgezien van de rechtsmiddelen tegen de uitspraak zelf, beschikt de verliezende partij over geen enkel middel om zich tegen de met miskenning van haar rechten bevolen tenuitvoerlegging te vrijwaren.

Het ware dus wenselijk het verzet tegen de exequatur-beschikkingen mogelijk te maken, zoals trouwens in artikel 1022 bis van het ontwerp van het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat werd gedaan.

Om soortgelijke redenen voorzie men een recht van verzet tegen de arresten, die de tenuitvoerlegging toestaan op hoger beroep tegen een beschikking waarbij het exequatur was geweigerd.

\+

\+ +

.../...

Onder de gelding van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering en wel overeenkomstig artikel 1028 moet de partij, die de geldigheid van een scheidsrechterlijke uitspraak betwist, voor de rechtbank van eerst aanleg de nietigheid daarvan eisen door middel van verzet tegen de beschikking tot tenuitvoerlegging. Vraagt deze partij in bijkomende orde de herziening van de uitspraak, dan moet zij in hoger beroep komen bij de overeenkomstig artikel 1025 bevoegde instanties. Gezien de termijnen van hoger beroep, kan de appellant, indien de uitspraak hem betekend is, genoopt zijn in hoger beroep te gaan tegen de beslissing van de scheidsmannen vooraleer uitspraak werd gedaan over de waarde van de eis tot nietigheid welke hij tegen deze beslissing heeft ingesteld.

Deze dualiteit in de rechtsmiddelen is een van de grootste bezwaren van de tegenwoordige wetgeving.

Om dit te verhelpen, bepaalt het ontwerp, dat de eis tot nietigheid alleen kan worden ingesteld tegen einduitspraken, dit wil blijkbaar zeggen, tegen uitspraken die de scheidsmannen in laatste aanleg hebben gewezen.

Met de hervorming kan worden ingestemd voor zover zij er toe strekt te beletten, dat rechtsmiddelen tegen een zelfde beslissing bij verschillende rechtbanken worden aangebracht. De oplossing van de Regering laat echter nog een aantal moeilijkheden bestaan, bijvoorbeeld het geval dat een in eerste aanleg gewezen en voor hoger beroep vatbare uitspraak nietig zou zijn.

.../...

Er dient uitdrukkelijk te worden bepaald, dat tegen een dergelijke uitspraak een eis tot nietigheid zal kunnen worden ingesteld. Maar om te voorkomen, dat rechtsmiddelen bij verschillende gerechten zouden worden aangebracht, moet worden beslist, dat de eis tot nietigheid moet worden aanhangig gemaakt voor het gerecht dat bevoegd is om van het hoger beroep kennis te nemen, wanneer de beslissing van de scheidsmannen in eerste aanleg is gewezen.

In dat geval zal de gewone rechter, indien het hoger beroep bij hem moet worden aangebracht, de eis tot nietigheid in eerste en laatste aanleg berechten. Het ligt immers in de rede dat, wanneer de scheidsmannen in eerste aanleg uitspraak doen, de rechter in tweede aanleg, die bevoegd is om de uitspraak te herzien, ze eveneens kan vernietigen.

Indien het hoger beroep bij andere scheidsmannen moet worden aangebracht, zullen deze eveneens van de eis tot nietigheid kennis nemen. In zodanig geval is het evenwel volstrekt noodzakelijk dat de rechter toezicht blijft houden, aangezien namelijk sommige middelen tot nietigheid van dwingend recht zijn Dat toezicht kan worden uitgeoefend nadat de scheidsmannen in hoger beroep uitspraak hebben gedaan.

Om te beletten dat de gedingen blijven aanslepen, moet het hof van beroep bevoegd worden verklaard om de eis tot nietigheid souverein te berechten wanneer deze eis is ingesteld tegen een uitspraak in hoger beroep van een vonnis of van een eerste scheidsrechterlijke uitspraak.

.../...

In de overige gevallen zal de eis tot nietigheid aangebracht worden bij de rechtbank die, overeenkomstig het nieuw artikel 1006 bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, bevoegd is. Dit zal onder meer het geval zijn wanneer de uitspraak zonder hoger beroep door de scheidsmannen wordt gewezen. In deze veronderstelling is het normaal dat partijen zich volgens de gewone regelen kunnen voorzien tegen het vonnis dat op de eis tot nietigheid is gewezen. Wanneer partijen immers aan een scheidsman opdracht geven zonder hoger beroep of als goede mannen naar billijkheid te oordelen in het geschil dat hen verdeelt, geven zij hun wil te kennen, het geding door hen te zien beslechten zonder een beroep op de gewone rechter te doen. Het is derhalve logisch, dat voor de eis om de nietigheid van dergelijke beslissing te doen vaststellen het beginsel van de dubbele graad van jurisdictie, dat in onze rechterlijke inrichting regel is, zou gelden, en dat de zaak in de bij de wet bepaalde gevallen aan het hof van beroep kan worden voorgelegd.

Het door de Raad van State voorgestelde artikel 1028 stelt de bevoegdheidsregelen voor de verschillende hierboven overwogen gevallen.

Een artikel 1028 bis regelt de procedure van de eis tot nietigheid. Deze zal worden betekend in de voor de dagvaardingen bepaalde vorm. De bepaling schrijft voor, dat de middelen tot nietigheid duidelijk in het exploot worden aangegeven, zodat de eiser gedwongen is in zijn dagvaarding op te geven welke redenen hij tot staving van zijn aanspraken aanvoert.

.../...

Dank zij deze tekst kunnen, indien de uitspraak in eerste aanleg is gewezen, de eis tot nietigheid en het hoger beroep door hetzelfde exploot worden ingesteld. Anderzijds moeten de zaken worden samengevoegd indien de eis tot nietigheid en het hoger beroep niet door dezelfde akte zijn ingesteld, en wel om te voorkomen dat over beide beroepen in afzonderlijke beslissingen uitspraak zou worden gedaan.

Een artikel 1028 ter regelt de uitwerking van de eis tot nietigheid. Daardoor wordt een einde gemaakt aan sommige controverses aangaande de uitwerking van dat rechtsmiddel.

Een artikel 1028 quater ten slotte bepaalt dat in sommige gevallen beroep openstaat tegen de beslissing van de gewone rechter die over de eis tot nietigheid uitspraak doet.

\+

\+ \+

.../...

Aansluitend aan de voorgaande opmerkingen stelt de Raad van State de onderstaande tekst voor, waarin bovendien enkele vormwijzigingen zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK VAN BURGERLIJKE RECHTSVORDERING IN ZAKE ARBITRAGE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De artikelen 1003 tot 1028 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 1003.- Hij die bekwaam is of de macht heeft een dading te treffen, kan een compromis aangaan, mits het geschil het voorwerp van een dading kan uitmaken.

Artikel 1004.- Geldig is het arbitraal beding waarbij de partijen overeenkomen de geschillen, die uit een bepaalde rechtsverhouding zijn ontstaan of kunnen

.../...

ontstaan, aan scheidsmannen te onderwerpen.

Het is niet vereist de naam van de scheidsmannen in het arbitraal beding te vermelden.

Indien volgens het arbitraal beding partijen de scheidsmannen behoren aan te wijzen, moet de meest gerede partij bij ter post aangetekende brief aan de andere partijen de naam van de scheidsman of van de scheidsmannen, door haar aangewezen, mededelen en deze partijen aanmanen hetzelfde te doen binnen de termijn van acht dagen.

Indien de aangemaande partijen in gebreke blijven binnen de bepaalde termijn aan de meest gerede partij de naam van de scheidsman of van de scheidsmannen, door haar gekozen, te doen kennen, behoort die aanwijzing aan de voorzitter van de rechtbank welke op grond van artikel 1006 bis bevoegd is.

Hetzelfde geldt indien partijen het niet eens zijn omtrent de keuze van de scheidsman of van de scheidsmannen.

Als in het arbitraal beding geen enkele bepaling betreffende de aanwijzing van de scheidsmannen voorkomt, dan wordt de arbitrage opgedragen aan een of drie scheidsmannen, die de voorzitter van de bevoegde rechtbank aanwijst.

In alle gevallen kan tegen de beslissing van de voorzitter van de bevoegde rechtbank welke op verzoek van de partijen of van een van de partijen van de zaak kennis neemt, niet worden opgekomen.

.../...

Artikel 1004 bis.- Het arbitraal beding heeft slechts uitwerking tussen partijen.

Het wordt niet verder toegepast :

1° indien het geschil ondeelbaar is tussen hen die het beding aangegaan hebben en derden;

2° indien een der partijen vóór de gewone rechtbanken wordt geroepen in een van de gevallen bepaald in artikel 37 bis van het voorafgaand boek van dit Wetboek.

Niettegenstaande elke strijdige overeenkomst kunnen partijen op de rechtsmacht in kort geding beroep doen, totdat het scheidsgerecht tot stand is gekomen.

Artikel 1005.- Elke scheidsrechterlijke overeenkomst en alle akten tot aanvulling of wijziging er van moeten blijken uit een geschrift, met uitsluiting van enig ander bewijsmiddel.

Het compromis kan blijken uit een verklaring, die in het proces-verbaal van de scheidsmannen is opgenomen en door de partijen getekend.

Weigert een van de partijen het compromis te tekenen of is er onenigheid over de redactie er van, dan geldt als compromis het vonnis van de in artikel 1006 bis bepaalde rechtbank waarbij de zaak op dagvaarding door de meest gerede partij aanhangig werd gemaakt.

Dit vonnis wordt in hoogste aanleg uitgesproken.

.../...

Artikel 1006.- Het compromis moet op straffe van nietigheid de onderwerpen van geschil en de namen van de scheidsmannen bevatten.

Artikel 1006 bis.- De partijen wijzen in de scheidsrechterlijke overeenkomst of later ten overstaan van de scheidsmannen de rechtbank van eerste aanleg aan, waaraan zij bevoegdheid toekennen met het oog op de arbitrage.

Zijn de partijen het hierover niet eens, dan is de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd.

Artikel 1007.- Indien het compromis geen termijn bepaalt, duurt de opdracht van de scheidsmannen slechts zes maanden, te rekenen van de dag van het compromis.

De duur van het compromis kan met inachtneming van een van de vormen bepaald in artikel 1005 worden verlengd.

Bij het verstrijken van de schorsingstermijn bepaald in de artikelen 1013 en 1016 bis, wordt de duur van het compromis van rechtswege zo verlengd dat hij niet minder dan drie maanden beloopt.

Artikel 1008.- De beslissing kan aan één scheidsman worden opgedragen; zijn er meer scheidsmannen, dan moeten zij in oneven getale zijn.

Artikel 1008 bis.- De scheidsman moet bekwaam zijn om contracten en verbintenissen aan te gaan.

.../...

Als scheidsmannen kunnen niet optreden zij die definitief van het kiesrecht zijn uitgesloten of krachtens de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek met opschorsing van kiesrecht zijn getroffen.

Artikel 1009.- Zolang de arbitrage duurt, kunnen de scheidsmannen niet worden herroepen dan met instemming van partijen.

Artikel 1010.- Behoudens strijdige overeenkomst zijn partijen en scheidsmannen ontslagen van de verplichting in het geding de voor de rechtbanken gestelde termijnen en vormen in acht te nemen.

Artikel 1011.- De daden van onderzoek en de processenverbaal van de verrichtingen der scheidsmannen worden door alle scheidsmannen gedaan, tenzij het compromis of een latere overeenkomst hun machtigt een van hen daarmede te belasten.

Artikel 1012.- Behoudens strijdige overeenkomst vervalt het compromis :

1° door het overlijden, de onbekwaamheid, de weigering de ontslagneming, de verhindering of de aangenomen wraking van een van de scheidsmannen;

2° door het verstrijken van de bedongen termijn of van de termijn van zes maanden bepaald in artikel 1007.

Artikel 1013.- Het compromis vervalt niet door het overlijden of de onbekwaamheid van een der partijen. In geval van overlijden worden de termijn en de verrichtingen van de arbitrage geschorst gedurende de tijd, die wordt verleend om de inventaris op te maken en om zich te beraden.

.../...

Artikel 1014.- De scheidsmannen kunnen geen ontslag nemen, indien hun verrichtingen reeds begonnen zijn.

Zij kunnen niet worden gewraakt dan om een reden, ontstaan na hun aanwijzing, tenzij zij ambtshalve werden aangewezen.

De wraking van de scheidsmannen is enkel mogelijk in de gevallen opgesomd in artikel 378 van dit Wetboek.

De vordering tot wraking wordt door middel van dagvaarding gebracht voor de rechtbank, die volgens artikel 1006 bis bevoegd is.

De rechtspleging tot wraking wordt vervolgd volgens de regelen, bepaald bij de artikelen 309, 311 en volgende van dit Wetboek.

Artikel 1015.-

Indien partijen niet in persoon verschijnen, moeten zij vertegenwoordigd zijn door een advocaat, houder van de stukken, of door een bijzonder gemachtigde, door de scheidsmannen erkend.

De vooraf medegedeelde stukken en verweringen worden zonder enige formaliteit aan de scheidsmannen overhandigd binnen de termijn, die door hen is bepaald.

Indien een der partijen nalaat hun die te overhandigen binnen de gestelde termijn, spreken de scheidsmannen recht enkel op de stukken die zij ontvangen hebben.

.../...

Artikel 1016.- De scheidsmannen mogen al de onderzoeks maatregelen bevelen, welke voor de rechtbanken voorzien zijn.

Zij mogen onder ede de getuigen horen, die voor hen verschijnen en de eed van een partij afnemen.

Behoudens strijdige overeenkomst, worden de getuigenverhoren gehouden volgens de vormen, voorgeschreven in gewone zaken.

Indien de gedagvaarde getuige weigert te verschijnen, de eed af te leggen, te getuigen, zijn getuigenis te ondertekenen of indien hij ze niet kan ondertekenen, wordt hij gehoord door een rechter, aangesteld op een verzoek door de meest gerede partij ingediend bij de voorzitter van de rechtbank welke volgens artikel 1006 bis bevoegd is. Zulke aanstelling heeft plaats, indien de partij waaraan de eed wordt opgedragen of teruggewezen, weigert de eed af te leggen.

Artikel 1016 bis.- Indien er een tussengeschil voorkomt waarvan de scheidsmannen geen kennis kunnen nemen verwijzen deze de partijen naar de gewone rechter en d termijn van de arbitrage wordt geschorst tot op de dag waarop de meest gerede partij de scheidsmannen laat weten dat het vonnis op het tussengeschil kracht van gewijsde heeft verkregen.

Wanneer de scheidsmannen een onderzoeksmaatregel bevelen, wordt de termijn van de arbitrage geschorst gedurende de uitvoering van die maatregel.

.../..

Artikel 1017.- De scheidsmannen doen uitspraak naar de regelen van het recht, ten ware de scheidsrechterlijke overeenkomst hun de bevoegdheid toegekend heeft om als goede mannen naar billijkheid te oordelen.

Artikel 1018.- Zijn er verscheidene scheidsmannen, dan moet de scheidsrechterlijke uitspraak bij meerderheid van stemmen worden vastgesteld.

De scheidsrechterlijke uitspraak wordt op schrift gesteld en gedagtekend; zij wordt door de scheidsmannen getekend. Indien de minderheid weigert te tekenen, maken de andere scheidsmannen melding daarvan en de uitspraak heeft dezelfde kracht als ware zij door alle scheidsmannen getekend.

Artikel 1019.- De scheidsrechterlijke uitspraak geldt als wet ten aanzien van partijen. Zij heeft de kracht van een overeenkomst tussen hen en kan niet aan derden worden tegengeworpen.

Artikel 1020.- De voorlopige tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraken wordt geregeld volgens het bepaalde in artikel 439.

Artikel 1021.- De minuut van de scheidsrechterlijke uitspraak kan door een van de scheidsmannen worden nedergelegd; zulks is vereist, indien een der partijen het verzoekt.

De nederlegging wordt ontvangen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg die krachtens artikel 1006 bis bevoegd is.

.../...

Artikel 1022.- Met uitzondering van de voorbereidende of interlocutoire uitspraken, die vanaf de dag dat de scheidsrechters daarvan aan de partijen kennis hebben gegeven van rechtswege uitvoerbaar zijn, kan de gedwongen tenuitvoerlegging van een scheidsrechterlijke uitspraak niet worden bezorgd dan nadat de voorzitter van de bevoegde rechtbank haar bij een op de minuut verleend bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard op verzoek van de meest gerede partij zonder dat het nodig is zulks aan het openbaar ministerie mede te delen.

Artikel 1023.- Tegen het bevelschrift tot tenuitvoerlegging staat gedurende vijftien dagen te rekenen van de dag der betekening verzet open. Het wordt in kort geding gebracht bij de rechter die het bevelschrift heeft gegeven.

Van de beslissing gewezen op het verzet, kan in hoger beroep worden gekomen; dit beroep wordt ingesteld binnen vijftien dagen na de uitspraak van de beslissing, wanneer zij op tegenspraak, en binnen vijftien dagen na de betekening wanneer zij bij verstek is genomen.

Van de beslissing waarbij de tenuitvoerlegging wordt geweigerd, kan in hoger beroep worden gekomen; dit beroep wordt ingesteld bij een verzoekschrift dat bij het hof van beroep binnen vijftien dagen na de uitspraak wordt ingediend.

Indien het hof van beroep de tenuitvoerlegging toestaat, dan kan tegen zijn arrest verzet worden gedaan door middel van dagvaarding binnen vijftien dagen na de betekening van het arrest.

Artikel 1023 bis.- De betwistingen betreffende de tenuitvoerlegging der uitspraken worden gebracht bij de rechtbank die krachtens artikel 1006 bis

Artikel 1024.- Tegen de scheidsrechterlijke uitspraak staat geen verzet of geen voorziening in verbreking open, zelfs al hadden de partijen dit bedongen.

Tegen de scheidsrechterlijke uitspraak kan om de redenen bepaald in 1°, 9° en 10° van artikel 480, request civiel worden ingesteld binnen de termijnen en in de vormen voorgeschreven voor de vonnissen van de rechtbanken. Het wordt aangebracht bij de rechtbank die bevoegd ware geweest om van het hoger beroep kennis te nemen.

Artikel 1025.- De scheidsrechterlijke uitspraak is vatbaar voor hoger beroep, tenzij partijen er van hadden afgezien bij of sedert de scheidsrechterlijke overeenkomst.

Dit beroep wordt aangebracht bij het hof van beroep voor de zaken die, ware er geen scheidsrechterlijke uitspraak geweest, hetzij in eerste, hetzij in hoogste aanleg zouden behoord hebben tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel, en bij de rechtbank van eerste aanleg in al de andere gevallen, tenzij partijen waren overeengekomen dit beroep aan andere scheidsmannen op te dragen.

De territoriale bevoegdheid van de rechter in hoger beroep wordt bepaald overeenkomstig artikel 1006 bis.

De termijn om in hoger beroep te komen bedraagt één maand. Hij loopt vanaf de dag waarop de uitvoerbaar verklaarde scheidsrechterlijke uitspraak betekend werd.

.../...

Artikel 1025 bis.- Indien een compromis werd aangegaan omtrent het hoger beroep van een vonnis of van een scheidsrechterlijke uitspraak, dan is de beslissing van de scheidsmannen definitief en wordt zij uitvoerbaar verklaard overeenkomstig het bepaalde in artikel 1021.

Artikel 1026.- De vernietiging van een scheidsrechterlijke uitspraak kan worden gevorderd :

1° indien een van partijen onbekwaam was of geen macht had om dadingen te treffen;

2° indien over het onderwerp van het geschil geen dading kon worden getroffen;

3° indien de vorm bij artikel 1006 voorgeschreven voor de geldigheid van de scheidsrechterlijke overeenkomst niet werd in acht genomen;

4° indien de scheidsrechterlijke uitspraak zonder compromis of buiten de grenzen van het compromis werd gedaan;

5° indien de scheidsrechterlijke uitspraak gedaan werd, hoewel de termijn van de arbitrage geschorst of verstreken was;

6° indien de scheidsrechterlijke uitspraak gedaan werd door scheidsmannen, die niet de bij artikel 1008 bis vereiste bekwaamheid bezaten;

7° indien de scheidsrechterlijke uitspraak enkel werd gedaan door enige scheidsmannen die niet gemachtigd waren om te vonnissen in afwezigheid van de anderen;

.../...

8° indien in de loop van het geding een partij niet vertegenwoordigd of niet in de gelegenheid gesteld is geworden om zich te laten vertegenwoordigen, behalve indien zij uitdrukkelijk of stilzwijgend bekrachtigd had hetgeen gedaan is geworden;

9° indien de gewezen scheidsrechterlijke uitspraak bestreden kan worden wegens een van de redenen, in artikel 480, 2°, 3°, 4°, 5° en 7° van dit Wetboek opgesomd;

10° indien de scheidsrechterlijke uitspraak, gedaan op het hoger beroep van een uitspraak, tot de nietigheid daarvan heeft beslist buiten de gevallen in dit artikel bepaald.

Artikel 1027.- De vordering tot vernietiging van de scheidsrechterlijke uitspraak kan enkel worden ingesteld nadat de scheidsrechterlijke uitspraak uitvoerbaar verklaard is overeenkomstig artikel 1022.

In al de gevallen in artikel 1026, 3° tot 10° opgesomd, moet de vordering tot vernietiging worden ingesteld binnen de maand na de betekening van de uitspraak en van het bevelschrift van tenuitvoerlegging.

Artikel 1028.- De vordering tot vernietiging wordt gebracht :

1° vóór het krachtens artikel 1025 bevoegd gerecht, wanneer tegen de uitspraak hoger beroep vóór de gewone rechtbanken mogelijk is;

.../...

2° vóór de scheidsmannen in hoger beroep, wanneer tegen de uitspraak hoger beroep vóór scheidsmannen mogelijk is;

3° vóór het hof van beroep binnen welks rechtsgebied de in artikel 1006 bis bedoelde rechtbank gelegen is, wanneer de uitspraak gedaan werd op hoger beroep tegen een vonnis of tegen een uitspraak;

4° vóór de in artikel 1006 bis bedoelde rechtbank in al de overige gevallen.

Artikel 1028 bis.- De vordering tot vernietiging wordt ingesteld bij exploot van dagvaarding, waarin de overeenkomstig artikel 1026 ingeroepen middelen nauwkeurig worden aangegeven.

Zij mag in de gevallen bepaald in artikel 1028, 1° en 2°, in dezelfde akte worden ingesteld als het hoger beroep.

Bij voorkomend geval zal de voeging van de zaken worden gelast.

Artikel 1028 ter.- De regelmatig ingestelde vordering tot vernietiging schorst de tenuitvoerlegging van de uitspraak.

Het bevelschrift tot de tenuitvoerlegging heeft geen uitwerking voor zover de nietigheid van de scheidsrechterlijke uitspraak uitgesproken is.

.../...

Artikel 1028 quater.- Tegen het vonnis gewezen op de vordering tot vernietiging staat alleen in de gevallen bepaald in artikel 1028, 4°, hoger beroep open.".

Artikel 2.-

Deze wet treedt in werking een maand nadat zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De bepalingen betreffende de termijnen zijn evenwel niet van toepassing op de op die datum lopende termijnen.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A. BERNARD, Ch. VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS. Le rapport a été présenté par M. HOEFFLER, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS. Het verslag werd uitgebracht door de H. HOEFFLER, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van Stat

R. DECKMYN.